

Myanmar: Arrêtez le coup d'État, laissez les tribunaux électoraux faire leur travail

3 Février 2021

Pour publication immédiate

Le 1er février, les forces armées du Myanmar (*Tatmadaw*), agissant sous couvert de prétendues allégations de fraude électorale lors des élections du 8 novembre 2020, ont arrêté de nombreux responsables gouvernementaux, dont la Conseillère d'État Daw Aung San Suu Kyi, le Président U Win Myint et le Président de la Commission Électorale de l'Union (CEU) U Hla Thein, ainsi que des activistes pro-démocratie et des politiciens de la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) au pouvoir et d'autres partis.

La *Tatmadaw* a plus tard annoncé prendre le pouvoir, déclarer un état d'urgence d'un an et installer le Vice-Président et général à la retraite U Myint Swe en tant que Président par intérim. Il a également été annoncé que de nouvelles élections auraient lieu après l'état d'urgence sous le contrôle d'une nouvelle commission électorale, qui a ensuite été nommée dans la soirée du 2 février.

Les organisations d'observation électorale ou de droits de l'homme soussignées condamnent le coup d'État militaire au Myanmar et appellent à la libération immédiate de tous les politiciens, responsables gouvernementaux et militants détenus. La *Tatmadaw* doit rétablir le pouvoir au gouvernement civil et chercher la résolution des plaintes électorales à travers la procédure légale établie par la Constitution de 2008.

En effet, la Constitution et les lois électorales du Myanmar prévoient un mécanisme pour régler ces différends en la forme de tribunaux électoraux. Le Parti de la solidarité et du développement de l'Union (PSDU), soutenu par l'armée, qui a à de nombreuses reprises porté des accusations de trucage de votes et autres irrégularités lors des récentes élections parlementaires, a comme tout autre acteur le droit légal de contester formellement les résultats des élections. Il en a certainement fait usage en déposant 174 plaintes sur les 287 reçues par la CEU.

Les observateurs électoraux désiraient voir toutes les plaintes liées aux élections et preuves potentielles présentées et discutées lors de procédures judiciaires. Selon nos informations, la CEU était sur le point de nommer les tribunaux électoraux lorsque l'armée est intervenue. Le règlement des différends électoraux fait partie intégrante de tout processus électoral, et repose sur le principe fondamental que toutes les parties agissent de bonne foi.

En conséquence, l'armée doit renoncer à sa tentative de coup d'État et s'engager à la place dans un processus pacifique et transparent de règlement des différends électoraux. Le chemin vers une démocratie pleine est long et difficile, mais il est important que toutes les parties s'engagent à respecter et protéger les normes démocratiques. Une répétition de ce qui s'est passé après les élections générales de 1990 marquerait un retour brutal à l'autoritarisme et ne sera pas acceptée par le peuple du Myanmar et la communauté internationale.

Signataires:

1. Asian Network for Free Elections (ANFREL)
2. Association for Elections and Democracy (PERLUDEM), Indonesia
3. Cambodian Human Rights Action Coalition (CHRAC)
4. Cambodian Human Rights and Development Association (ADHOC)

5. Cambodian Institute for Democracy (CID)
6. Cambodian League for the Promotion and Defense of Human Rights (LICADHO)
7. Center for Alliance of Labor and Human Rights (CENTRAL), Cambodia
8. Centre for Monitoring Election Violence (CMEV), Sri Lanka
9. Centre for Policy Alternatives (CPA), Sri Lanka
10. Citizen Congress Watch (CCW), Taiwan
11. Civil Network OPORA, Ukraine
12. Coalition for Clean and Fair Elections (Bersih 2.0), Malaysia
13. Coalition of Cambodian Farmers Community (CCFC)
14. Committee for Free and Fair Elections in Cambodia (COMFREL)
15. East and Horn of Africa Election Observers Network (E-HORN)
16. Elections Observation Group (ELOG), Kenya
17. ENGAGE, Malaysia
18. Free and Fair Election Forum (FEFA), Afghanistan
19. Free and Fair Election Network (FAFEN), Pakistan
20. General Election Observation Committee (GEOC)/Nepal Law Society
21. Global Network of Domestic Election Monitors (GNDEM)
22. Hong Kong Election Observation Project (HKEOP)
23. Independent Democracy of Informal Economy Association (IDEA), Cambodia
24. Independent Election Monitoring Committee (KIPP), Indonesia
25. Jaringan Pendidikan Memilih untuk Rakyat (JPPR), Indonesia
26. Legal Network for Truthful Elections (LENTE), Philippines
27. MARUAH (Working Group for ASEAN Human Rights Mechanism, Singapore)
28. Movement for Free & Fair Elections (MDDE), Sri Lanka
29. National Citizens' Movement for Free Elections (NAMFREL), Philippines
30. National Election Observation Committee (NEOC), Nepal
31. National Election Watch Sierra Leone (NEWSL)
32. Neutral & Impartial Committee for Free & Fair Elections in Cambodia (NICFEC)
33. Open Forum for Democracy Foundation (P-NET), Thailand
34. People Center for Development and Peace (PDP-Center), Cambodia
35. People's Action for Free and Fair Elections (PAFFREL), Sri Lanka
36. Pusat KOMAS, Malaysia
37. Suara Rakyat Malaysia (SUARAM)
38. Thai Action Committee for Democracy in Burma (TACDB)
39. Tindak Malaysia
40. Transparency International Cambodia
41. Transparency Maldives
42. Transparent Election Foundation of Afghanistan (TEFA)
43. We Watch, Thailand
44. West Africa Election Observers Network (WAEON)
45. Women Caucus for Politics, Timor-Leste
46. Women for Social Progress (WSP), Mongolia
47. Youth Resource Development Program (YRDP), Cambodia